

CLAUDE CHEYSSON
Membre de la Commission
des Communautés européennes

UNE IDÉE QUI S'INCARNE



CENTRE DE RECHERCHES EUROPÉENNES
LAUSANNE
1978

II. UNE IDÉE QUI S'INCARNE

par Claude Cheysson

Etant l'objet d'un tel éloge solennel, comme j'aimerais me draper dans la dignité du silence. L'émotion, la satisfaction, la fierté, voire l'orgueil, la modestie seraient ainsi dissimulés. Une telle facilité ne m'est pas offerte et je dois tenter d'exprimer des sentiments aussi multiples et contradictoires.

L'émotion, vous comprendrez qu'elle m'étreigne.

Simple citoyen, je parle devant Votre Altesse Royale, le Souverain respecté d'un pays dont Vous symbolisez l'indépendance et l'unité.

Français, me voici distingué par une fondation allemande éminente, par un homme tel que le Professeur Toepfer. Après le Président du jury Joseph Bech, permettez-moi de lui rendre hommage, de souligner la générosité, la noblesse de l'action ainsi entreprise depuis tant d'années, dans la grande tradition de la Hanse, de ces familles marchandes du Nord qui, par leur activité inlassable à travers le monde, ont contribué si profondément aux échanges entre les hommes.

Fonctionnaire de liaison à Bonn de 1948 à 1951, je me rappelle les débuts de la République fédérale allemande, le Conseil parlementaire qui, sous la présidence de Konrad Adenauer, établissait la Loi fondamentale (*Grundgesetz*) du nouvel Etat allemand, les premiers contacts entre celui qui n'était pas encore Chancelier et les deux Ministres des Affaires étrangères, Alcide de Gasperi et

Robert Schuman, dans une quasi-clandestinité, à Caux, la surprise éclatante de l'annonce par Robert Schuman du plan élaboré par le génial et audacieux pragmatiste Jean Monnet. Je me rappelle avoir été alors le messenger, insignifiant mais passionné, de ces hommes de l'Histoire. Et je m'étonne, je suis bouleversé de me trouver associé à eux en recevant le prix qui porte le nom de leur ami, leur complice, leur inspirateur, celui dont la signature et la marque se trouvent dans tous les actes internationaux qui définissent la coopération entre nos peuples dans la période actuelle, de la charte de San Francisco aux trois traités constituant nos Communautés Européennes, Joseph Bech. Quelle émotion pour un Membre de la Commission européenne d'être associé à celui qui est ainsi trois fois notre père!

Quelle émotion d'avoir été choisi par un ancien Président de notre Commission, Jean Rey, par un homme politique, un ancien Président du Parlement européen, Alain Poher, dont la sagesse et la bonté éclairée m'ont accompagné depuis le début de ma vie professionnelle!

Quelle émotion et quelle joie enfin d'être accueilli après Shirley Williams et Henri Rieben dans le cercle restreint des titulaires du Prix Joseph Bech par le Président de votre jury, par le Chef du Gouvernement du Luxembourg, par mon ami Gaston Thorn. Et cette émotion me donne l'audace de lui exprimer aujourd'hui publiquement mon admiration pour sa ténacité, sa lucidité, son engagement profond pour la cause européenne, que l'humour et le goût de la moquerie ne parviennent pas à dissimuler. Vous vous trouvez parfois bien seul sur la voie de l'audace, mon cher Gaston; c'est le propre des hommes tels que vous, car il n'y a pas foule sur de tels chemins.

Mais je dois aller maintenant au-delà de l'expression de cette émotion. Et, comme vous avez eu, Monsieur le Président, la délicatesse d'évoquer la famille de ma mère, je me laisserai inspirer par l'esprit de ces Brentano puis Funck-Brentano, ces nationalistes, ces

romantiques et libéraux, ces humanistes et socialistes avant l'heure. Cela me permettra de mieux présenter l'idée que je me fais de l'Europe.

A. L'Europe, aboutissement du nationalisme

1870, 1914, 1939. Trois guerres européennes; à chacune, ma famille, comme tant d'autres, répond à l'appel, du côté français, luxembourgeois et allemand. En 1870, l'arrière-grand-père Théophile, né à Luxembourg, rejoint les forces françaises pour s'opposer à l'invasion prussienne. En 1915, un oncle, Christian, jeune engagé volontaire, est fait prisonnier par un peloton de uhlans commandé par son cousin, le lieutenant von Arnim, petit-neveu de Bettina Brentano, la Bettina de Goethe. En 1940, par un beau jour de mai, mon frère Jean est abattu en plein ciel de Lorraine. Et, du côté allemand, la même histoire pourrait être contée.

Que cherchaient donc ces hommes? Qu'ai-je cherché moi-même en rejoignant le Général de Gaulle en Angleterre? Que cherchaient les Anglais qui nous ont alors permis de reprendre le combat? Et que cherchaient tant d'autres dans les deux camps opposés?

Ils affirmaient, de la manière la plus totale, la volonté de rejeter la domination étrangère, le droit d'être eux-mêmes, la détermination d'être maîtres de leurs destins. Après des siècles d'évolution de nos sociétés, la nation était apparue comme l'expression collective de cette volonté, comme le cadre protecteur nécessaire de cette vision. Ainsi les luttes fratricides étaient profondément liées à la conception de la vie.

L'homme est pour chacun de nous le point de départ et l'aboutissement, il est la raison d'être du cheminement vers le progrès. Que nous le voyions à l'image de Dieu ou que notre conception métaphysique soit différente, l'homme est au centre de notre combat, de notre rêve, de notre peine et de notre œuvre.

Ces sentiments demeurent. Dans un monde où la nécessité de l'organisation et de l'efficacité donne des chances redoutables au totalitarisme, dans un monde où la puissance matérielle est renforcée par le progrès scientifique et technique, les faibles, les petits, les hommes risquent, comme jamais dans l'histoire, d'être écrasés, jetés et fondus dans un moule, embrigadés. Le respect de l'identité de chacun doit nous rendre plus attentifs que jamais à l'expression de la volonté de chacun, à la démocratie. Plus que jamais, ceux qu'unissent les mêmes traditions, les mêmes motivations, les mêmes structures sociologiques, en bref les mêmes cultures, doivent pouvoir s'exprimer, décider librement de leur avenir. L'idée nationale reste donc vivante et, aujourd'hui comme hier, fondamentale.

Mais l'équilibre des forces a singulièrement changé. La puissance revient, par nature, aux grands ensembles relativement homogènes, appuyés sur des ressources naturelles propres abondantes — et cette observation dépasse largement le domaine de la puissance militaire. Les ensembles, moyens ou petits, ceux que la diversité caractérise et enrichit, sont-ils alors appelés à disparaître? Seront-ils contraints à l'amalgame ou réduits à un rôle marginal et accessoire, à la sous-traitance? L'accepter serait renoncer à ce qui nous anime depuis des siècles.

Devant un tel défi, il devient alors évident pour nous tous, Luxembourgeois, Belges, Français, Allemands, Anglais, que la sauvegarde de nos cultures, que l'avenir de nos nations exigent la mise en commun de nos aspirations à la démocratie et à la liberté, de nos problèmes et de nos capacités lorsque, et là où la dimension nationale est insuffisante.

La meilleure, la seule défense possible de chacune de nos cultures et de son expression nationale se place ainsi au niveau de l'Europe.

Européen convaincu, je me sens plus Français que jamais et j'ai la conviction d'assurer ainsi l'avenir du fait français, le droit pour mes descendants d'être et de demeurer Français.

B. L'Europe, moyen de traiter des problèmes fondamentaux

L'histoire met, tôt ou tard, les idées à l'épreuve. Celles que je viens d'avancer le sont maintenant même par la crise de société qui nous frappe et va nous jeter en avant.

Nous savons tous maintenant que notre société connaît une crise profonde. Ni le prix du pétrole, ni les vicissitudes du dollar, ni la croissance soudaine d'importation de quelques produits n'en sont la cause — même s'ils en aggravent les effets. Nous sommes parvenus au terme d'un cycle de développement matériel, rapide et brillant. Certains des effets secondaires de ce développement apparaissent : détérioration de l'environnement, dérèglement de mécanismes sociaux dans un milieu urbain et un cadre de vie trop agressifs ; la distribution des rôles est changée en raison de l'arrivée d'acteurs nouveaux, les peuples du tiers monde, à qui le succès même de l'essor économique de la période précédente a donné une voix forte et une capacité incontestable de participer au jeu.

Nous sommes ainsi contraints à accepter des modifications très profondes, dans une révolution comparable à celle que les forces bourgeoises, libérales et romantiques du XIX^e siècle ont accomplie. Devant un tel bouleversement, qui oserait affirmer qu'un quelconque de nos Etats a l'appareil suffisant ou que l'espace national d'aucun de nos pays a la dimension souhaitable ?

Le Président de la Commission européenne soulignait récemment à Florence que plusieurs secteurs industriels importants devaient ainsi faire l'objet d'une prévision commune de développement et de restructuration. Ce plan devrait être, dans chaque secteur concerné, élaboré au niveau européen dans l'effort conjugué des puissances publiques et des professionnels, en liaison avec les représentants des travailleurs et sous le contrôle d'un Parlement enfin élu. Une action commune deviendrait ainsi possible ; elle serait ensuite nécessaire, coordonnant toutes les politiques, externes et internes, utilisant tous les instruments de la Communauté pour ajuster, aiguïser, développer nos moyens de production.

M. Jenkins songeait d'abord aux secteurs où l'effet de taille est déterminant : il y aura peut-être sous-traitance, mais il n'y aura pas d'industrie aéronautique et spatiale allemande, ou française, ou néerlandaise, ou anglaise. Seule la dimension européenne du marché, civil et militaire, l'utilisation conjuguée de tous les atouts de l'Europe (y compris les droits de trafic) permettront aux Européens de demeurer des inventeurs et des maîtres d'œuvre dans ce domaine de technologie avancée et d'emploi hautement spécialisé. Les effets, bien sûr, en seront enregistrés au niveau national, dans le secteur aéronautique et dans les industries mécanique, automobile, électronique... qui doivent bénéficier des progrès et de l'expérience ainsi acquis.

Roy Jenkins citait ensuite les industries dont la production est banalisée, telles que l'industrie textile, sidérurgique, du verre, de la chaussure. La circulation de leurs produits à travers le Marché commun est telle que les problèmes intérieurs et extérieurs correspondants ne peuvent être traités qu'à la dimension européenne.

Il évoquait enfin quelques activités lourdes et coûteuses dont dépend l'avenir de nos économies, énergie, approvisionnement en matières premières ; la nécessité d'une action commune ne peut alors non plus être contestée.

Bien d'autres exemples pourraient être donnés, d'autres sujets présentés pour montrer que la crise met l'Europe en face de défis nouveaux qui ne peuvent être relevés au niveau national : les mers qui nous entourent ne resteront poissonneuses que si nous adoptons et imposons au plus tôt une politique commune de conservation des stocks. L'efficacité remarquable des multinationales ne sera profitable et acceptable que si, à un niveau convenable, nous pouvons nous faire entendre dans un dialogue où sera dûment affirmé l'intérêt public. La qualité de la vie ne sera améliorée dans l'entreprise, les travailleurs n'y trouveront le degré souhaitable de responsabilité que si les améliorations structurelles sont décidées dans le large cadre du marché, celui de l'appareil industriel européen...

Sur le plan monétaire même, vous savez que, comme le Président de notre Commission, nous sommes nombreux à penser que, faute de stabilité au niveau mondial, il faut tenter de sécuriser les relations entre les monnaies européennes et contribuer ainsi de manière déterminante à la reprise de l'investissement et par conséquent à la relance et à la réduction du chômage. Un ancien Ministre français des Finances évoquait il y a quelques jours à Genève la nécessité d'une unité monétaire européenne commune d'usage parallèle aux monnaies nationales. C'est une grande ambition. La crise lui donne un caractère presque raisonnable.

Bien entendu, ces actions structurelles fondamentales nouvelles se placent en regard des développements de toutes natures dans le reste du monde.

Sur ce plan également, l'Europe poursuit sur la ligne de l'évolution tracée par nos différents pays; mais elle élargit aussitôt leurs possibilités. Lourdemment dépendants des importations, donc du commerce extérieur — le Président Thorn l'a rappelé — les Européens ont compris que les portes du Marché commun doivent rester largement ouvertes. Ils veulent, en échange, obtenir et préserver l'ouverture des marchés de leurs grands concurrents industriels. La négociation avec ceux-ci n'est pas aisée, le poids considérable de la plus grande puissance commerciale du monde doit y être jeté.

En dépit de la crise, il a été ainsi possible de continuer à progresser dans la libéralisation du commerce international. Sans crainte de démenti, j'affirme tranquillement que cela n'a été possible que parce que l'Europe existe. Sans la Communauté, nous savons tous ici que le marché sidérurgique serait actuellement fractionné à l'intérieur même de la Communauté; la nécessité de négocier, ô combien durement, avec l'extérieur nous a obligés à renoncer à un protectionnisme qui tentait de nombreux responsables, mais aurait été suicidaire.

Le Président du Gouvernement luxembourgeois a déjà souligné que c'est dans le domaine de nos relations avec le tiers monde que

nous avons été les plus audacieux. Et c'est bien naturel, compte tenu des attaches multiples qui, à travers l'histoire et plus encore maintenant, nous lient à une grande partie des peuples en développement.

La Convention de Lomé et les accords sud-méditerranéens représentent un progrès important dans la conception et la définition des relations entre pays industrialisés et pays en voie de développement. D'une pratique de concessions unilatérales consenties discrétionnairement par les nantis, nous sommes passés à un régime de droit, résultant d'un contrat librement négocié entre des parties rendues égales par le regroupement régional de part et d'autre.

Nous avons cherché et continuerons à chercher les moyens de sécuriser les relations, de toutes natures, entre nos partenaires et nous par des dispositifs originaux comme le système de stabilisation des recettes d'exportation ou l'accord relatif au sucre, mais surtout par l'instauration d'un réseau de plus en plus dense de consultation et concertation sur les sujets qui nous intéressent en commun : développement industriel, contrats commerciaux, investissements...

Enfin, anxieux d'assurer le respect de l'identité culturelle de chaque peuple européen, c'est tout naturellement que nous affirmons et garantissons le même respect chez nos partenaires, en négociant et concluant simultanément et conjointement avec des pays, des régimes, des économies profondément différents les uns des autres.

Nous soulignons ainsi la valeur de leur unité. Par le fait même, nous consolidons la nôtre. Nous marquons clairement qu'une telle politique ne peut être menée que par la Communauté; aucun de nos Etats n'en aurait la possibilité. La politique de l'Europe vis-à-vis du tiers monde constitue un ciment de notre édifice. (C'est probablement la raison pour laquelle vous recevez ici aujourd'hui un des tâcherons qui gâchent et appliquent ce ciment.)

L'analyse qui vient d'être faite repose sur une constatation plus simple, plus élémentaire encore. Les hommes et les sociétés des pays partenaires du tiers monde connaissent un grand nombre de problèmes et de défis identiques aux nôtres. Devant l'évolution moderne, ils veulent comme nous se développer et améliorer leurs conditions de vie. Le progrès du tiers monde est une des meilleures, peut-être une des seules chances actuelles de création de nouveaux marchés et de croissance générale au niveau mondial. Cette perspective explique ma conviction qu'une grande cohérence peut être assurée entre les politiques internes et externes de la Communauté, entre les contraintes qu'imposent le bien-être et le progrès de nos populations d'une part, notre volonté de contribuer au développement de nos associés d'outre-mer, d'autre part. Il n'y a pas contradiction entre les deux, il y a interaction et elle peut être mutuellement bénéfique.

Dans leur marche en avant, toutefois, nos partenaires rejettent toute aliénation, ils veulent poursuivre sur les voies où l'histoire, la religion, la tradition et aussi la nature, l'écologie les ont engagés. Faibles, plus faibles que nous généralement, ils rencontrent les mêmes difficultés et nos cheminements doivent et peuvent être parallèles. Chacun est ainsi assuré de progresser plus vite.

C. L'Europe humaniste

Après ce long détour dans les domaines de l'économie, des structures et de l'organisation, nous voici ainsi revenus à notre point de départ : l'homme.

Dans une perspective humaniste, je dirai même socialiste, j'aimerais souligner que ce que nous devons attendre de l'Europe, d'une Europe volontariste permettant de traiter à l'intérieur et à l'extérieur de la Communauté des problèmes fondamentaux du changement de société, ce que nous attendons de l'Europe est remarquablement cohérent avec les modifications profondes prévisibles et à mon sens souhaitables à l'intérieur de nos pays.

Chacun aimerait, je l'ai déjà dit, être maître de son destin. Or la complication de la société actuelle donne à ce chacun le sentiment d'être devenu objet, d'avoir perdu le cadre humain dans lequel naissaient, vivaient et mouraient les générations anciennes. Si, aujourd'hui, des menaces immédiates et redoutables de guerre mondiale, de famine ou de misère généralisée pesaient sur nous, cette inquiétude, cette insatisfaction seraient tues, elles n'apparaîtraient guère. Mais la sécurité relative des conditions d'existence, la perspective d'un avenir décent — même s'il est insuffisant pour beaucoup — permettent à d'autres motivations de s'exprimer. Le changement d'inspiration, de sujet de contestation, d'échelle des valeurs annoncent un changement d'âge.

Dans ce Nouvel Age, les hommes manifesteront sans cesse plus clairement et de manière plus exigeante la volonté de participer activement à la prise des décisions qui les touchent de près. La décentralisation, la régionalisation, le développement coopératif, certains diront l'autogestion même, le processus associatif en bref sont et seront des tentations vigoureuses. Elles redonneront à la démocratie la chance de s'exprimer sur des sujets simples, divers, appartenant à la vie, affectant l'existence de chacun. Chaque fois que cela est possible, il faut rendre au citoyen le pouvoir de décision et de gestion sur les sujets qui le touchent de près.

La diversité des situations a été trop souvent ignorée dans la recherche de solutions économiques et, par conséquent, uniformes, collectives, banalisées. La reconnaissance de la diversité est une exigence élémentaire. Les entreprises correspondantes, industrielles, commerciales ou culturelles, de production, de consommation, d'échanges ou de services, seront, par nature et par fonction, petites et moyennes. Les très grandes entreprises garderont leur rôle dans le traitement massif des problèmes et productions de masse — elles dépasseront souvent alors la dimension nationale. L'initiative de l'individu et du groupe reprendra une place de choix. Je suis convaincu que le citoyen est prêt à un effort plus grand, même sur le plan fiscal, là où la raison de cet effort lui

apparaîtra clairement en regard de ses soucis, de sa personne et de celle de ses proches.

La nation constituant le cadre de l'expression culturelle fondamentale d'un ensemble, d'un pays, l'Etat est bien entendu le détenteur de la souveraineté nationale et populaire. Mais il ne peut plus être le seul maître du pouvoir, le seul organisateur de la vie.

L'Etat est trop petit pour traiter de certains problèmes essentiels; il doit conjuguer son action avec d'autres Etats, entrer dans des solutions communautaires, déléguer des pouvoirs à la Communauté, demain à l'Union européenne.

L'Etat est trop grand, trop pesant et maladroit, trop alourdi par un appareil bureaucratique aveugle et une fiscalité nationale écrasante, pour traiter d'autres problèmes, ceux qui touchent à la vie quotidienne, à la diversité des situations.

D. Conclusion

L'ébauche que je me suis permis de vous présenter en m'inspirant de quelques idées simples, qui se placent naturellement dans la ligne de pensée d'un siècle, peut-être deux, m'amène ainsi, devant vous, à confirmer mon profond engagement européen; vous l'attendiez du titulaire du Prix Joseph Bech 1978.

Mais, contrairement à beaucoup, j'avoue me perdre dans la dispute classique entre national et supranational, entre fédéral et confédéral.

L'entreprise européenne n'a pas de précédent dans l'histoire. Nous ne construisons pas un Etat. Il n'y a pas de nation européenne. Qui songerait à un «melting pot» de nos cultures, de nos langues, de nos manières de vivre?

L'Europe est un être nouveau dans le droit international. C'est une forme d'organisation originale et continue. La référence aux modes antérieurs de création d'entités internationales classiques ne me semble donc nullement pertinente.

Dans le fascinant cheminement de l'humanité, la nation marque un long moment de l'histoire, une prise de conscience et une forme d'identification de solidarités et de cultures devenues populaires. Je ne crois pas ce moment dépassé.

Chacun de nos Etats conserve donc les attributs et les pouvoirs exprimant la souveraineté. Mais l'indépendance de chacune de nos nations, le respect de chacun de nos peuples et de chacune de nos cultures commandent de confier à cet être nouveau, l'Europe, les pouvoirs nécessaires pour traiter des problèmes que la dimension nationale ne permet pas de régler. De même qu'il convient de ramener à un niveau plus modeste et plus humain l'exercice du pouvoir lorsqu'il s'agit de l'individu, du groupe et du cadre dans lequel il travaille et vit. Dans cette double démarche, la technocratie centralisée et étatique sera affaiblie, certes; mais la nation n'est pas en cause. Elle demeure le symbole et le cadre du développement du peuple et de sa culture. Elle sera défendue, demain comme hier, d'autant mieux que l'appareil politique aura su s'adapter au changement de société.

A travers ces propos, j'ai voulu affirmer clairement ma confiance dans cette Europe-là. Elle répond à des besoins profonds pour tous les peuples de vieille civilisation de notre sous-continent, de la Grèce et la péninsule Ibérique à l'Irlande et la Scandinavie. Une longue période de prospérité a pu la dissimuler et ne laisser fréquemment voir que les éléments techniques de la construction, assemblés de manière technocratique, sans que la volonté politique apparaisse, et bien souvent au seul profit des forts et des habiles.

La crise fait surgir les vérités simples. Elle est donc le moment de vérité de la Communauté. Celle-ci se réduirait-elle à une simple

zone de libre-échange que l'avenir de nos peuples serait nécessairement différent de ce que nous tous ici souhaitons, puisque dans toutes les activités, dans toutes les perspectives trop larges ou trop longues pour être traitées au niveau national, nous aurions renoncé à progresser dans l'affirmation de notre diversité et qu'alors l'indépendance et peut-être la démocratie seraient remises en cause. Il est inimaginable que qui que ce soit se résigne à un tel échec.

Voici pourquoi je suis résolument optimiste. «L'histoire ne s'arrête pas», nous avez-vous proposé comme motif de réflexion. «Quand une idée s'incarne, elle fait une révolution», a aussi écrit Charles Péguy; c'est à cela que nous allons assister.